

Le sionisme contre le peuple palestinien

DANIEL JEBRAC

DEUX mois déjà que le Liban vit l'horreur quotidienne de l'agression sioniste. L'acharnement criminel de Begin et Sharon n'a pas de limites : bombardements répétés d'objectifs civils, arrestations massives de prisonniers parqués dans des camps sans garanties juridiques, siège de Beyrouth-Ouest privé d'eau et d'électricité... Déjà des milliers de morts.

Et les dirigeants sionistes disent haut et fort leur volonté d'aller plus loin. Pour Begin, Beyrouth c'est Berlin et le bunker d'Hitler : on n'abandonne pas une telle proie ! Les Etats-Unis ont couvert sans défaillance l'agression sioniste de leur droit de veto à l'ONU. Pourtant, les inquiétudes de Reagan sont brutalement écartées par Begin : les juifs n'ont pas cédé devant Rome, ils ne s'agenouillent que devant Dieu... Résolus à exterminer la résistance palestinienne, les dirigeants sionistes n'hésitent pas, à la face du monde, à faire de Beyrouth-Ouest un nouveau ghetto de Varsovie !

Un produit monstrueux d'un moment monstrueux de l'histoire

A tous ceux qui découvrent avec effroi la cruauté forcenée de l'Etat sioniste, il faut commencer par rappeler qu'il est d'abord le produit monstrueux d'un moment monstrueux de l'histoire de ce siècle.

Il a fallu en effet le génocide nazi, pour que des dizaines de milliers de juifs, qui refusaient jusqu'alors la solution sioniste, cherchent dans la fon-

dation de l'Etat juif la garantie de leur sécurité. Très tôt, les autorités sionistes ont compris qu'elles pouvaient tirer parti des persécutions nazies. Ainsi, l'Organisation sioniste a conclu en 1933 avec l'Allemagne des accords relatifs au transfert des capitaux juifs-allemands en Palestine. Il en est résulté une vague d'émigration bourgeoise vers la Palestine, permettant au secteur sioniste de consolider ses bases économiques.

Il a fallu en effet l'antisémitisme bureaucratique des staliniens, les persécutions des juifs d'URSS et de Pologne, pour que des milliers de juifs socialistes perdent tout espoir en une solution socialiste à la question juive et se tournent à leur tour vers le sionisme. Pourtant, pendant la guerre, la grande majorité des réfugiés juifs (75 %, soit plus de 1 900 000 personnes) ayant échappé au massacre, n'avaient pas trouvé asile en Palestine, mais en URSS.

Il a fallu enfin, dans la droite ligne de leur partage du monde en zones d'influences, le vote conjugué des Etats Unis et de l'URSS à l'ONU, en 1947, pour avaliser la partition de la Palestine et la fondation de l'Etat d'Israël : dans sa version définitive, le projet de partition prévoit un Etat juif s'étendant sur quelques 54 % de la superficie de la Palestine, avec une population juive d'environ 500 000 habitants sur plus d'un million ; l'Etat arabe (future Jordanie) compterait plus de 700 000 habitants, dont 10 000 juifs, et la zone de Jérusalem environ 20 000 habitants dont la moitié de juifs.

Un poste avancé de l'impérialisme

Dans ses fondements même, l'Etat sioniste constitue un poste



avancé de l'impérialisme au Moyen-Orient. Le père du projet sioniste, Théodor Hertzl définissait déjà la colonisation juive en Palestine comme *l'avant-garde de la civilisation contre la barbarie* ». Cette formule trouve aujourd'hui sa traduction pratique : l'Etat d'Israël est une forteresse de l'impérialisme face aux aspirations nationales et sociales des masses arabes. L'impérialisme britannique avait déjà compris, à la fin de la Première Guerre mondiale, que l'établissement d'un « foyer national juif en Palestine » pourrait l'aider à colmater le vide laissé par l'effondrement de l'empire turc dans la région et à poursuivre sa politique du « diviser pour régner ».

Depuis sa fondation, l'Etat sioniste s'est acquitté de sa mission avec zèle et fidélité. On le retrouve aux côtés de l'impérialisme français au moment de la guerre d'Algérie et aux côtés de l'impérialisme américain au moment de la guerre du Vietnam. Il est aujourd'hui le septième exportateur d'armes au monde : celui qui a approvisionné jusqu'au bout Somoza et fournit 80 % du matériel militaire à la dictature salvadorienne. Il est aussi l'un des partenaires privilégiés de l'Etat raciste d'Afrique du Sud.

Ces services rendus ne sont pas gratuits. Dès l'origine, l'Etat sioniste est un Etat subventionné. De 1949 à 1964, les investissements étrangers, l'aide publique et privée, ont atteint 6 milliards de dollars, soit trois mille dollars par habitant. Au début des années soixante, l'aide extérieure a été en moyenne supérieure à 500 millions de dollars par année, soit la plus importante du monde par habitant. Aujourd'hui, l'Etat d'Israël enregistre une dette extérieure de plus de 20 milliards de dollars. On cite généralement les cas du Brésil ou de l'Argentine comme exemples d'endettement exorbitant, avec 65 milliards pour le premier et 35 pour la seconde. Mais ces deux pays comptent respectivement 120 millions et 30 millions d'habitants, alors que pour une population de 3 millions d'habitants, la dette israélienne atteint un taux record par habitant.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : chevillé à l'impérialisme, l'Etat sioniste ne peut en dissocier son sort.

Pour créer son Etat, il a fallu que le peuple juif, « fantôme de peuple », donne naissance à un nouveau peuple fantôme, en dépouillant les palestiniens de leur patrie et de leur terre. Initialement, la colonisation juive en

Palestine a eu ceci de particulier qu'elle ne visait pas à exploiter les travailleurs arabes, mais à les remplacer.

Fondé sur l'exclusion d'un peuple

En 1920, la centrale syndicale, la Histadrout, fut fondée comme un syndicat à base ethnique, destinée à promouvoir le sionisme et le « travail juif ». Parallèlement, s'est développée la campagne pour la « libération de la terre », que ce soit par le rachat ou par l'expulsion pure et simple des paysans arabes.

Entre 1947 et 1948, 750 000 palestiniens, soit 80 % de la population arabe du nouvel Etat juif ont été chassés. Ce sont les premiers réfugiés de la diaspora palestinienne qui a depuis peuplé les camps de Jordanie et du Liban.

Les deux lois fondamentales de l'Etat, la « Loi du retour » (1950) et la « Loi sur la nationalité » (1952) confirment le caractère racial de l'Etat sioniste. La première reconnaît la nationalité à tout juif qui vient en Israël comme immigrant. La seconde établit ouvertement la discrimination entre habitants juifs et arabes. Enfin, il n'y a pas de séparation de la Synagogue et de l'Etat.

Un état expansionniste

« La commission elle-même n'ignore pas combien le territoire qu'elle nous propose pour l'Etat juif est restreint, et que le projet de transfert de la population arabe, si possible de bon gré, sinon par la force, peut permettre d'élargir la colonisation juive. » Voilà ce que déclarait dès 1938 le futur chef de l'Etat sioniste, Ben Gourion, à propos des propositions d'une commission d'enquête mise sur pied par la Grande-Bretagne.

Ces propos prouvent que les Begin et Sharon d'aujourd'hui ne sont pas des fanatiques étrangers au projet sioniste. Ils en expriment une certaine continuité. Parce que l'Etat sioniste est né de l'expulsion d'un peuple, jamais ses frontières ne seront suffisantes pour garantir sa sécurité. Si l'annexion du Golan ne suffit pas, il faut occuper le Liban. Si l'occupation du Liban ne suffit pas, il faudra demain

marcher sur Damas... Et si la résistance palestinienne resurgit dans les territoires nouvellement occupés, il faudra procéder à des expulsions massives, comme en 1948...

L'entreprise militaire de Sharon et Begin répond aujourd'hui à un objectif multiple :

- d'abord en finir avec la résistance palestinienne comme force politico-militaire organisée, par l'anéantissement ou par une nouvelle dispersion ;
- porter un coup à la Syrie et s'imposer comme l'allié indispensable de l'impérialisme américain dans une région profondément déstabilisée (révolution iranienne, guerre civile libanaise, guerre Iran-Irak, crise possible des régimes syrien et irakien) ;
- cimenter à nouveau l'union sacrée et l'unité nationale ébranlées en Israël même par la crise économique, l'inflation chronique, et la fermentation des protestations sociales.

La solitude palestinienne

L'enjeu est énorme. Il signifie d'ores et déjà un drame humain parmi les plus douloureux du siècle pour les palestiniens et les libanais. L'aboutissement de l'entreprise sioniste, en effaçant pour plusieurs années la résistance palestinienne en tant que force politique indépendante, signifierait l'un des coups les plus durs portés à la lutte d'émancipation des peuples dans un secteur décisif du monde, au cours des dix dernières années.

Pourtant, face à l'agression, la résistance palestinienne a dû constater sa solitude tragique. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris déclarait en juin : *« Malheureusement, le monde arabe est impuissant. Mis à part quelques pays et régimes, la majorité des Etats arabes assistent en spectateurs au drame libano-palestinien. Notre peuple et le peuple libanais se sentent seuls dans cette bataille. »* (le Monde du 19/6/1982).

Au même moment, Abou Ayad, dirigeant de l'OLP, déclarait à Beyrouth même : *« Nous avons résisté à l'armée israélienne plus que toutes les armées arabes... L'attitude soviétique est encore plus inexplicable. Nous avons interrogé Moscou publiquement et en secret. Nous n'avons reçu que des encouragements symboliques. Comment l'Union soviétique peut-elle permettre pareille passivité quand les Etats-Unis sont partie prenante de la bataille de façon aussi flagrante ? Je ne le com-*



Fédâyins palestiniens au camp de Sabra, près de Beyrouth.

prends pas. » (le Monde, 23/6/1982).

Cette solitude n'est hélas ni une nouveauté, ni une surprise. Le 3 janvier 1919, le Roi Fayçal signait un accord avec le représentant de l'Organisation sioniste, Weizmann, par lequel il « s'engage à prendre toutes les mesures pour garantir pleinement l'exécution et l'application pratique de la déclaration du gouvernement anglais du 2/11/1917 (prévoyant l'établissement du foyer national juif en Palestine) ... à encourager et stimuler l'immigration des juifs en Palestine sur une large échelle pour établir les immigrants juifs sur le territoire grâce à une colonisation plus dense et une culture intensive du sol. ». Cet accord préfigure la complicité entre les chefs sionistes et les féodaux arabes, notamment l'entente entre Ben Gourion et le Roi Abdallah qui partagera la Palestine entre Israël et la Transjordanie.

Les dirigeants féodaux arabes ont vendu, au sens strict du terme, la terre et le peuple de Palestine. Depuis, les bourgeoisies nationalistes ont pris la succession. Elles n'ont pas été moins loin dans la trahison. Pour faire face aux provocations de l'Etat sioniste, il aurait fallu libérer toutes les énergies anti-impérialistes des masses arabes opprimées et satisfaire leurs aspirations sociales. Les bourgeoisies arabes ont reculé, marchandé, capitulé. A partir de 1967, elles se sont installées dans le compromis et la collaboration. Dès lors, c'est la résistance palestinienne qui apparaît à l'avant-scène comme le fer de lance du mouvement anti-impérialiste arabe.

Mais cette résistance d'un peuple déraciné ne pouvait s'organiser que dans des pays d'asile, comme la Jordanie et le Liban. En y consolidant ses organisations et ses forces militaires, elle gagnait la sympathie des populations locales et devenait un défi pour les régimes des pays d'accueil. De la capitulation, les bourgeoisies arabes sont passées à la trahison ouverte.

En 1969, l'armée libanaise tentait à plusieurs reprises d'en finir avec les camps palestiniens. En 1970, c'est l'armée jordanienne qui organisait un massacre des résistants palestiniens. En 1976, la Syrie prêtait la main aux milices chrétiennes contre les combattants palestiniens de Tall el Zathar. La signature par Sadate des accords de camp David laissait les mains libres à Begin pour se tourner contre les camps palestiniens, en échange de l'évacuation du Sinaï.

Quant à la passivité soviétique, elle n'a rien de surprenant non plus. Gromyko a voté à l'ONU, au nom de

l'URSS, la partition de la Palestine. L'armée israélienne était équipée d'armes tchèques quand elle menait en 1947 les opérations d'expulsion des paysans arabes. En 1968 encore, l'URSS a voté la résolution de l'ONU qui garde le silence sur la question des territoires occupés militairement par Israël l'année précédente. Pour la bureaucratie du Kremlin, la résistance palestinienne n'est qu'un pion diplomatique dans le grand jeu de ses négociations avec l'impérialisme, un pion qui ne pèse pas très lourd à côté des autres pièces que sont l'Afghanistan, la Pologne, le Salvador, ou les accords SALT...

Le sort de la communauté juive n'est pas lié à l'avenir du sionisme

L'isolement de la résistance palestinienne rend plus urgent et nécessaire que pour toute autre lutte le développement d'un vaste mouvement de solidarité internationale. Or, il faut bien reconnaître que, dans les pays capitalistes, ce mouvement reste des plus limités. Il est bien loin des mobilisations de solidarité qui ont pu avoir lieu envers la révolution algérienne, vietnamienne, ou même centre-américaine.

Il y a au moins deux raisons qui expliquent en partie, sans les justifier, ces difficultés.

La première, c'est la mauvaise conscience de l'opinion envers le peuple juif depuis le génocide nazi. Les autorités sionistes exploitent à fond ce réflexe, prétendent sans cesse parler au nom des six millions de victimes et agir pour prévenir une nouvelle menace. Des militants ouvriers ou des personnalités fidèles aux luttes anti-impérialistes se sont souvent laissées égarer par ce chantage dès qu'il s'agit d'Israël.

Pour démasquer cette supercherie, il faut combattre avec acharnement l'amalgame entre l'anti-sionisme et l'anti-sémitisme d'une part, l'identification entre le sort de la communauté nationale juive et celui de l'Etat d'Israël d'autre part.

Il n'est pas vrai que la défense de la communauté juive de Palestine passe par la perpétuation de l'Etat



Beyrouth sous les bombes.

sioniste tel qu'il est. En prétendant que la présence d'une communauté nationale juive en Palestine ne peut se passer d'un Etat fondé sur la discrimination raciale, l'alliance organique avec l'impérialisme et l'agression permanente, ceux-là même nourrissent l'idée que la destruction de l'Etat sioniste implique la liquidation de la communauté. Ils continuent ainsi à jouer avec les malheurs passés du peuple juif et mettent en place les mécanismes d'une nouvelle tragédie, d'un nouveau Massada.

Il faut au contraire refuser de lier le sort de la communauté juive de Palestine à celui d'une structure étatique irrémédiablement condamnée.

Dès lors, il est clair que l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme n'est qu'une grossière duperie. Chaque fois que des juifs sont agressés et menacés en tant que tels, ou victimes d'une manifestation raciste, toute organisation ouvrière digne de ce nom doit se considérer attaquée et riposter. Nous avons été les premiers dans la rue après l'attentat de Copernic.

Mais que voudrait dire la vigilance face à l'antisémitisme si on tolérât en même temps que les autorités sionistes, à la recherche d'une nouvelle solution finale, déportent, napalm, pilonnent les camps palestiniens ? Le prétexte de légitime défense invoqué par Begin et Sharon ne tient pas une seconde. Ils ont toujours été eux-mêmes des orfèvres du terrorisme sioniste contre les populations arabes, des massacres de Der Yassine et Kafr Kassem hier, aux dynamitages systématiques de maisons dans les territoires occupés aujourd'hui. Ils appliquent maintenant à grande échelle au Liban leur terrorisme d'Etat doté des moyens les plus puissants et les plus modernes.

Pourtant, pas un manifestant sur dix de ceux qui étaient descendus dans les rue de Paris après l'attentat de Copernic n'a levé le petit doigt devant le massacre des Palestiniens !

En agissant comme il le font, les dirigeants sionistes créent toutes les conditions pour que l'antisémitisme, après avoir été « le socialisme des imbéciles » devienne « l'anti-impérialisme des imbéciles ». Pour l'empêcher, il faut que des voix chaque jour plus nombreuses s'élèvent, en Israël même et dans la communauté juive internationale, pour nier à ces dirigeants le droit de parler au nom des six millions de victimes du nazisme et d'incarner l'histoire du peuple juif.

Combien, parmi ces millions de morts, accepteraient aujourd'hui de

voir qu'on fait en leur nom de Beyrouth un nouveau ghetto de Varsovie ?

L'OLP face à un tournant stratégique

L'autre difficulté pour mobiliser le mouvement ouvrier aux côtés de la résistance palestinienne, c'est le manque de confiance dans la direction de cette résistance, l'OLP.

Il s'agit la plupart du temps d'un mauvais prétexte. Face à l'agression

permanente et aux persécutions sionistes et impérialistes, l'OLP a droit à un soutien total et inconditionnel du mouvement ouvrier international. Il n'existe pas le moindre prétexte pour se dérober à cette tâche.

Mais soutien inconditionnel n'est pas soutien acritique. La lutte de la résistance palestinienne est une lutte de libération qui ne peut être comparée à aucune autre. Elle se heurte à des problèmes autrement complexes.

D'une part, il ne s'agit pas seulement de se libérer d'une couche de colons exploiters, mais de briser la domination d'un Etat qui s'appuie sur la formation d'une communauté nationale juive : initialement, l'entrepri-

La position de la IV^e Internationale au moment de la fondation d'Israël

Le partage de la Palestine et le renversement éclair des positions sionistes — y compris de celles de la plupart des extrémistes — face à l'impérialisme britannique, ont porté un coup mortel à toutes les théories impressionnistes qui s'évanouirent à la lueur des bombes de l'Irgoun (1).

La solidarité fondamentale du mouvement sioniste, de la Haganah, et même de l'Irgoun, avec l'impérialisme contre les masses arabes, s'est manifestée de la façon la plus éclatante. Tout le crime du sionisme apparaît clairement en ceci que, grâce à sa fonction réactionnaire, les premiers mouvements des masses arabes en faveur d'une Palestine unie et indépendante se retournent contre la population juive et non contre l'impérialisme. Les dirigeants féodaux les plus réactionnaires du comité arabe pour la Palestine auront ainsi l'occasion de redorer leur blason en versant le sang des malheureux juifs, victimes de l'aveuglement sioniste.

Les dirigeants sionistes de par le monde virent l'établissement de l'Etat-miniature comme une grande victoire. Quelle misérable aberration ! La trappe que la Palestine a constitué pour les juifs, d'après les paroles de Trotsky, vient tout simplement de se refermer aujourd'hui. Sans un renversement radical de la situation mondiale et de la tendance sioniste du mouvement ouvrier juif en Palestine, l'extermination complète des juifs sera le prix payé par les juifs pour la triste victoire remportée à Lake Success. Et ironie amère de l'histoire, l'établisse-

ment d'un Etat indépendant juif qui d'après les profonds théoriciens sionistes, devait miner définitivement l'antisémitisme dans le monde a été le début d'une farouche explosion progromiste à Aden et d'une nouvelle montée antisémite dans le monde entier.

La position de la IV^e Internationale face au problème palestinien reste claire et nette comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante. Contre les effendis (2) et les agents impérialistes, contre les manœuvres de la bourgeoisie égyptienne et syrienne qui s'efforce de détourner la lutte émancipatrice des masses en une lutte contre les juifs, elle lancera des appels à la révolution agraire, à la lutte anticapitaliste et antiimpérialiste, moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne pourra mener cette lutte avec chances de succès qu'à condition de prendre position, sans équivoque, contre le partage du pays et contre l'établissement de l'Etat juif.

**IV^e Internationale
Novembre 1947**

(1) L'Irgoun et la Haganah étaient des organisations armées sionistes en Palestine jusqu'à la création de l'Etat d'Israël, dont elles constituèrent les cadres militaires. L'Irgoun, dont Begin était un dirigeant, s'est notamment illustrée par des attaques contre les Anglais en 1943 et le massacre du village arabe de Der Yassine.

(2) désigne en Turc les dignitaires militaires ou religieux.

se sioniste visait à remplacer les travailleurs arabes plutôt qu'à les exploiter. C'est la présence de cette société juive, avec ses propres différences de classe, qui fait la force de la mystification sioniste lorsqu'elle en appelle à l'autodéfense d'un peuple encore traumatisé par le génocide nazi.

C'est pourquoi la résistance palestinienne, si elle n'avance pas une politique susceptible d'aider aux diffé-

renciations de classe dans la société israélienne et de jeter un pont en direction du prolétariat juif, se heurte inévitablement à un mur. Arafat a manifesté récemment dans une interview au *Monde*, une prise de conscience de ce problème. A la question : « Avez-vous l'impression d'avoir commis des erreurs tout au long de ce conflit ? », il répondait : « Oui, nous n'avons pas su expliquer notre cause

aux Israéliens. Nous n'avons pas compris la mentalité israélienne. » (le *Monde* 10/8/1982). Il ne s'agit pourtant pas d'un problème de pédagogie, mais de stratégie : les possibilités de victoire de la résistance palestinienne passent aussi par un approfondissement de la lutte de classe au sein même de la société israélienne.

D'autre part, la résistance palestinienne, les événements de Jordanie

Prendre appui sur la mobilisation des masses arabes de l'Irak au Maroc.

Le texte publié ci-dessous est un extrait de la résolution politique mondiale et les tâches de la IV^e Internationale, adoptée au XI^e Congrès mondial de notre mouvement en novembre 1979.

Dans le monde arabe, le mouvement de la résistance palestinienne a abouti à une impasse politique par suite des défaites subies sous les coups combinés du terrorisme sioniste, de l'intervention et de la pression impérialistes, de la répression de la part de forces arabes réactionnaires, comme la monarchie hachémite en Jordanie et les milices réactionnaires maronites au Liban, ainsi que de la passivité tolérante d'autres gouvernements arabes de même que de la bureaucratie soviétique.

L'impasse a été accentuée par la capitulation de Sadate devant Begin, qui a donné le feu vert au gouvernement israélien pour lancer sa guerre éclair contre le Liban, qu'il avait projetée depuis longtemps.

La crise du mouvement de la résistance palestinienne a été approfondie par la capitulation de Sadate devant le sionisme, le fait que la Syrie recherche de plus en plus, elle aussi, un *modus vivendi* avec l'Etat sioniste, ainsi que la tendance croissante du Fatah — sous la pression des classes dominantes arabes, de l'impérialisme américain et de la bureaucratie soviétique — à s'adapter à ces pressions, quelles que soient par ailleurs ses protestations verbales. Toutes ces forces considèrent la résistance de masse des Palestiniens arabes contre l'Etat sioniste comme le principal, sinon le seul obstacle, sur la voie de la « stabilisation » du statu quo au Moyen-Orient, c'est-à-dire sur la voie de la domination de l'impérialisme américain. Elles sont prêtes à manœuvrer avec n'importe

quel appareil, y compris celui de l'OLP, afin de mettre fin à cette résistance. Si Begin et « l'establishment » sioniste jouissent d'un certain degré d'autonomie tactique, qui leur permet non seulement d'embarasser parfois la Maison-Blanche, mais à court terme aussi de bloquer la réalisation de certains projets, ils n'ont pas le pouvoir de modifier le « grand dessein » impérialiste au Moyen-Orient.

Ainsi, tout un cycle de nationalisme arabe petit-bourgeois, qui avait atteint le point culminant de sa radicalisation à la fin des années cinquante et au début des années soixante sous l'étiquette du « nassérisme », touche à sa fin. Cela explique, entre autres, la renaissance de courants réactionnaires comme les Frères musulmans.

La coalition de forces internationales hostiles, à laquelle l'héroïque résistance palestinienne doit faire face, est si formidable qu'une défense de ses droits est difficile à réaliser par les forces relativement réduites des seules masses palestiniennes arabes, elles-mêmes dispersées à travers le Liban, la Jordanie et l'Etat sioniste. Ces difficultés objectives ont encore été accrues par l'application d'une orientation politique qui met l'accent sur l'aide matérielle en provenance des régimes arabes, sur la guerre de guérilla et sur l'aide symbolique de Moscou.

Mais l'isolement grandissant d'Israël dans l'arène politique internationale, le discrédit que ses actes de plus en plus ouvertement réactionnaires (colonisations, bombardements de populations civiles, tortures) provoquent, notamment en modifiant l'opinion publique aux USA, l'existence de plus en plus reconnue d'un fait national palestinien, la po-

pularité croissante de la cause palestinienne parmi les Noirs américains et parmi les pays semi-coloniaux — avant tout l'Iran — en plus de celle dont elle jouit dans les pays arabes, le prix de plus en plus élevé que l'occupation et la politique militariste font peser sur l'économie israélienne : tout cela provoque un désarroi sans précédent au sein de la population israélienne, un mouvement de paix qui s'étend, ainsi qu'un début de différenciation de classe. La crise dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Etat sioniste est bien plus qu'une crise de direction. C'est une crise sociale et politique globale.

L'impérialisme américain va donc tenter de chercher, à la suite des bourgeoisies impérialistes européennes, à amener les dirigeants sionistes à adopter une solution plus souple face aux territoires occupés et aux droits nationaux des Palestiniens. Le problème reste néanmoins qu'il évitera tout ce qui risquerait d'affaiblir réellement l'Etat sioniste, dont l'impérialisme a encore plus besoin après la chute du shah.

La résistance palestinienne ne peut avoir de meilleure orientation que celle de s'efforcer de mobiliser l'appui des millions d'ouvriers et de paysans pauvres, du Maroc jusqu'à l'Irak. Si pareil appui atteint des dimensions suffisantes, il peut changer les rapports des forces en faveur de la résistance palestinienne, en combinaison avec les combats d'autres ouvriers et paysans arabes. Mais une telle fermentation révolutionnaire accrue est irréconciliable avec une politique de subordination politique aux classes dominantes et aux gouvernements des Etats arabes. Il faut appliquer une stratégie conformément au processus de révolution permanente.

hier ou du Liban aujourd'hui l'ont amplement vérifié, ne peut compter sur l'alliance des régimes réactionnaires arabes. Dans son combat anti-impérialiste, son seul allié stratégique se sont les masses arabes exploitées et opprimées. C'est pourquoi la politique dite de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes est une illusion dangereuse.

Dans quelque Etat que ce soit, la présence palestinienne constitue l'embryon d'un Etat dans l'Etat et une inspiration pour les travailleurs et les paysans attachés à la cause palestinienne comme à leur propre cause. Le conflit avec les intérêts des bourgeoisies et oligarchies locales alliées à l'impérialisme est donc inévitable.

Autrement dit, plus que dans toute autre lutte de libération nationale, une direction de classe et internationaliste est nécessaire à la lutte du peuple palestinien.

Or l'OLP n'est pas le FSLN du Nicaragua ou le FMLN du Salvador. Il s'agit là des directions qui se réclament du mouvement international et se sont formées sous l'influence de la révolution cubaine. L'OLP est une direction nationaliste anti-impérialiste petite bourgeoise. Il y a à cela des raisons objectives compréhensibles. Elle n'a pas pour base sociale une classe ouvrière et une paysannerie confrontées quotidiennement à leurs exploiteurs, mais la population déracinée des camps de réfugiés et la diaspora palestinienne du Moyen Orient dont une partie occupe des positions

importantes dans le commerce et les professions libérales.

La mobilisation de la population palestinienne des territoires occupés et la formation en Israël d'un prolétariat arabe a commencé dans les dernières années à dégager une nouvelle base sociale pour la résistance.

C'est aussi pourquoi, quelles que soient les péripéties immédiates, après les deux mois de guerre au Liban et l'évacuation des combattants palestiniens, rien ne sera plus comme avant pour la résistance palestinienne, qui va se trouver devant un tournant de son histoire aussi important que celui de 1967.

Wallid Joumblatt, le dirigeant progressiste modéré libanais, l'a bien compris qui déclarait récemment : *« L'OLP a besoin d'une nouvelle direction qui aborde la sauvegarde des droits palestiniens sous un nouvel angle... L'essentiel c'est une nouvelle légalité palestinienne une nouvelle stratégie, une nouvelle direction... Je suis conscient que l'OLP risque de se scinder et qu'une guerre civile entre palestiniens n'est pas impossible. »* (le Monde du 26/6/1982)

Pour les bourgeoisies arabes, l'OLP éparpillée et privée de sa principale force militaire devrait être réduite au rôle d'une force diplomatique d'appoint sous la tutelle des Etats arabes. Une autre voie est possible, qui tire toutes les leçons de ces quinze dernières années et donne à la résistance une orientation de classe en prenant pour colonne vertébrale la population palestinienne d'Israël et des territoires occupés.



Départ de combattants palestiniens par voie de mer.

